

LA Grande Revue

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL D'INFORMATION SUR
L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE
FONDÉ PAR
Jacques DUBOIN
EN 1934

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

Editorial : La maladie de la jeunesse, par M.-L. Duboin.	p. 1
Fallacieux revenu national, réalité de la pro- duction, par G. Puel.	p. 4
Les immigrés ne sont-ils que des travail- leurs ? par P.-N. Armand.	p. 6
Il y a un siècle, l'espéranto, par J. Magnan.	p. 7
Réflexions sur la liberté, par J. Leblan.	p. 11
Les spirituels et les finances, par A. Chantraîne.	p. 11
Déjeuner gratuit et obligatoire, par R. Jacobs.	p. 14
Révolution mécanicienne et contre-révolution, par M. Dieudonné.	p. 15



RUBRIQUES HABITUELLES :

- **Etranger :**
 - La technologie n'est pas morte,
par P. Simon. p. 5
- **Soit dit en passant :**
 - C'est lui qu'il nous faut ! par G. Lafont. p. 8
- **Les questions agricoles :**
 - L'avenir de l'agriculture biologique en
France, par P. Guillot. p. 9
- **Au fil des jours,** par J.-P. Mon. p. 10
- **Initiatives,** un tract de A. Neau. p. 12
- **Courrier des lecteurs.** p. 13



UN AN APRES : BILAN ET PROJETS, par M.-L. Duboin.	p. 2
------------------------------------------------------	------

La maladie de la jeunesse

par M.-L. DUBOIN

Il semble que jamais le fossé entre deux géné-
rations n'est apparu si profond que celui qui
sépare aujourd'hui en France les plus de qua-
rante ans des jeunes qui ont entre 15 et 24 ans.

Cette séparation, source de bien des incompré-
hensions, qui vont parfois jusqu'à de dramatiques
conflits, est, elle aussi, le reflet de la formidable
révolution annoncée dès 1934 par Jacques Duboin
et dont nous ne cessons, dans ces colonnes, de
montrer les effets et d'annoncer les conséquences
pour y pallier.

La confirmation de cette analyse vient de nous
être apportée par le résultat d'une enquête sur la
jeunesse que vient de publier Hugues de Gaalon*,
ancien responsable d'études sociologiques à
l'I.F.O.P.

Nous nous devons de faire part à nos lecteurs
de cette enquête, tant ces conclusions rejoignent
les nôtres.



H. de Gaalon montre d'abord qu'à l'inverse de
bien des sociétés où l'adolescence n'est qu'un
court passage initiatique, la jeunesse française à
notre époque constitue vraiment une catégorie
sociale. La prise de conscience de cette réalité
sociale nouvelle n'est pas seulement due aux
moyens d'information, car la publicité en prenant
la jeunesse pour « cible », a renforcé sa séparation
des autres communautés d'âge. Ceci a pour consé-
quence d'affaiblir les autres appartenances, milieux
sociaux-professionnels, géographiques ou cultu-
rels, et c'est ainsi que les jeunes travailleurs peu-
vent se situer dans une catégorie sociale d'où
leur statut économique tendrait à les exclure.

Cette catégorie sociale se trouve dans un véri-
table ghetto caractérisé par d'insupportables
contradictions : « pouvoir sans faire, savoir sans
appliquer, capacité sans réalisation... L'allongement
de la période d'adolescence qui retarde l'entrée
dans la vie active et l'accès aux responsabilités,
s'accompagne d'un mouvement inverse qui tend à

(*) Dans le n° 17 de « Armées d'aujourd'hui ».

abaisser l'âge où l'on a le droit de faire les choses » (droit de vote à 18 ans). De plus, « l'école donne aux adolescents les moyens intellectuels d'une compréhension critique d'une société dont les différentes caractéristiques, compétitions, violence, instabilité, matérialisme, ne peuvent que les angoisser et leur faire souhaiter ne jamais y entrer ».

La concurrence entre journalistes ou présentateurs de télévision poussent ceux-ci à présenter l'information de manière dramatisée, ce qui ne fait qu'augmenter ce malaise.

Or c'est par comparaison aux différents modèles qui leur sont proposés que les jeunes recherchent puis affirment leurs personnalités. Et c'est sans doute là qu'H. de Gaalon nous rejoint le plus clairement en affirmant que cette identification est rendue aux jeunes plus difficile que jamais pour les deux raisons suivantes : « les modèles sont de plus en plus incohérents et de plus en plus inadaptés ».

Donnons-lui la parole :

« L'incohérence des modèles a pour conséquence l'insécurité et les comportements d'auto-destruction, d'agression ou de fuite qui s'en suivent... Les modèles sont également inadaptés. Il n'est plus possible aujourd'hui comme il l'était encore il y a 50 ans de penser qu'un jeune puisse vivre dans un monde semblable à celui connu par ses parents. Nombre de valeurs et d'exemples sont inadaptés aux réalités d'une société qui change rapidement ».

Hugues de Gaalon poursuit clairement : « Abondance et changements sont les deux maîtres-mots de la société moderne, qui s'opposent à la rareté

et à la stabilité qui étaient encore les caractéristiques dominantes voici un demi-siècle... Une étude du contenu des livres destinés à l'enfance et à la jeunesse montre d'ailleurs comment nous sommes passés d'une pédagogie de rareté à une pédagogie de l'abondance... Les générations précédentes ont été éduquées dans l'idée que les biens n'étaient pas donnés mais acquis, qu'ils étaient rares et qu'on ne pouvait les obtenir qu'au prix d'un labeur difficile. Aujourd'hui la vitrine de la société de consommation et son chantre, la publicité, tendent à faire croire que les biens débordent, qu'ils sont offerts et que la satisfaction facile a mis fin au régime de l'acquisition pénible ».

C'est sur deux raisons de voir l'avenir avec optimisme que H. de Gaalon a voulu conclure : « la plus grande faculté d'innovation et d'adaptation au changement, les nombreux signes de rejet des valeurs économiques de la société de consommation ».

Nos raisons personnelles d'optimisme sont de voir qu'un jeune sociologue patenté rejoint si parfaitement nos analyses et nos conclusions. Il répond ainsi de façon éclatante à ceux de nos camarades qui, au seuil d'une vie de lutte pour défendre les thèses de J. Duboin, croient devoir se désespérer en croyant qu'elles n'ont pas fait leur chemin : la réalité est qu'elles se répandent insensiblement mais irrévocablement et de plus en plus généralement et de plus en plus vite.

Jamais sans doute la vérité que nous défendons n'a été si flagrante.

Un an après, bilan et projets

Il y a un an maintenant que j'ai entrepris de redresser la ligne de « La Grande Relève » afin qu'elle survive à son créateur. Nos lecteurs se rappellent que j'ai commencé par demander à celui qui en avait accaparé la direction d'envisager enfin sérieusement de former une équipe de rédaction décidée et capable de continuer le travail que faisait Jacques Duboin.

Je me suis heurtée à une fin de non-recevoir qui, bien que sans équivoque, était très surprenante. Informée ensuite de la décision de l'ancien Comité Directeur du MFA de suspendre la publication et de lancer un nouveau journal à sa place, je décidai d'informer d'urgence les lecteurs et de susciter leur collaboration désintéressée et convaincue afin que « La Grande Relève » redevienne l'outil de réflexion sur nos thèses qu'avait créé son fondateur.

Il est temps aujourd'hui de regarder avec objectivité quels sont les premiers résultats de cette entreprise. Pour cela, comparons un an de publication sous l'ancienne direction (juillet 1975-juillet 1976) aux numéros que nous avons publiés depuis :

Un bilan de l'ancienne rédaction, un effort original, signé Bernard Christophe, en octobre 1975 et intitulé « de Keynes à Duboin », dont l'auteur a, de toute évidence, bien étudié la théorie de Keynes. Ses courbes « sentimentales » des besoins, de la production et du rapport entre revenus et production « vendable » ont fait sourire des gens à l'esprit rationnel mais elles avaient le mérite de traduire clairement la prose qu'elles accompagnaient. Même si des lecteurs ont eu du mal à lire ce numéro entièrement rédigé en économiste, il a apporté quelque chose. A part cela, le reste de la collection apparaît surtout comme un catalogue de textes déjà publiés auparavant et ailleurs, dont le lien avec nos théories n'est pratiquement jamais fait. Pour être sûrs de ne juger que sur des faits, il suffit de compter les articles originaux rédigés alors pour notre journal : pour l'année considérée, une demi-douzaine d'auteurs, en tout et pour tout, ont été ainsi acceptés, dont la prose ne couvre parfois que 10 % d'un numéro. De cette liste de rédacteurs agréés avaient été éliminés les camarades que J. Duboin avait recrutés

POM. POM, POM, POM...

MESSAGE PERSONNEL

La toute petite femme répond au Grand Charles :

Les chiens aboient, la caravane passe.

tés pour leur compétence et leur connaissance de nos thèses.

C'est ainsi que de nombreux vieux abonnés n'y comprenant plus rien, renoncèrent à lire, donc à militer, et envoyaient leurs résiliations d'abonnement. Quant aux nouveaux lecteurs contactés, ils n'y voyaient qu'un « argus de la presse parallèle » et ne s'abonnaient pas.

Le premier objectif fixé, la mise en route d'un comité de rédaction, peut être considéré comme atteint. Son travail s'organise autour d'une réunion qui se tient régulièrement au siège du journal et où la discussion est largement ouverte à tous ceux qui veulent y participer. Un premier résultat apparaît quand on feuillette les numéros de cette année : on constate que c'est près de soixante personnes, au total, qui ont participé à leur rédaction, soit environ dix fois plus que l'an passé. Cette pratique a permis de ressusciter le travail de réflexion dont l'absence s'était tristement fait sentir ces dernières années.

On peut juger du résultat d'après les centaines de lettres de satisfaction, pour ne pas dire, par modestie, de félicitations, que nous avons reçues. En nous approuvant d'avoir retrouvé la ligne fixée par le fondateur du journal, si ce n'est sa verve et son esprit inimitables, elles nous encouragent vivement à continuer. Quelques vieux lecteurs, facilement abusés par la prose délirante due au dépit de ceux qui ont refusé de participer à cet effort, nous ont écrit qu'ils éprouaient le besoin d'attendre encore avant de décider s'ils renouvèlent leur abonnement. Ils sont heureusement moins nombreux que les nouveaux lecteurs qui s'abonnent avec enthousiasme, ce qui nous a permis de leur continuer le service gratuit jusque là.

Ce bilan positif est d'autant plus évident qu'il faut rappeler que nous sommes véritablement partis de ZERO en septembre dernier, puisque l'argent des abonnements en cours a été sequestré par C. Lorient, au mépris d'une décision de justice. Mais l'appel que j'ai dû lancer pour alerter les lecteurs sur la situation et susciter leur collaboration dans un but clairement exprimé, a été reçu de façon formidable. Les plus fidèles disciples de J. Duboin, et aussi les plus courageux évidemment, ont répondu les premiers ; puis tous les camarades sincères ont suivi. Il n'est pas possible de les citer tous ici. Mais le dévouement, la sincérité et l'abnégation de Marguerite et Pierre BUGUET ne peuvent pas être passés sous silence. Qu'avec eux, tous se disent qu'ils peuvent être satisfaits

d'avoir agi pour la cause de la vérité et que le résultat de leur effort est déjà visible.

AINSI encouragés, nous sommes prêts à continuer et à chercher toujours à faire mieux. Il y a trois mois, pour réaliser la suggestion que nous a faite un fidèle camarade, nous avons entrepris de grouper nos efforts de réflexion sur un certain nombre de sujets proposés à l'avance, et d'en publier les résultats sous forme de dossiers auxquels il convient alors de consacrer jusqu'à la moitié d'un numéro, l'autre moitié restant à l'actualité. Les deux premiers dossiers ainsi publiés, sur la monnaie et le chômage, nous ont valu de chaleureuses approbations, ce qui nous incite à continuer l'expérience.

Mais ce serait encore mieux si cela permettait à nos lecteurs de contribuer encore plus à nos efforts de réflexion, même en sachant bien que tous ne pourront être publiés. Je tiens donc à les mettre au courant tout de suite des sujets envisagés pour l'année prochaine, en espérant que la période des vacances nous vaudra quelques fructueuses participations :

— **l'informatique.** Il ne s'agit pas surtout de faire le point des progrès sur le plan scientifique, mais de réfléchir à leurs conséquences, en particulier sous un aspect que nous n'avons fait qu'évoquer (n° 743, « Démocratie et élections ») : le rôle que peut jouer l'informatique bien utilisée au niveau de la prise de décision, de la démocratie par conséquent, et de la suppression de la délégation de pouvoir.

— **l'automatique.** Une nouvelle étape vient d'être franchie avec le lancement des microprocesseurs dont le prix devient dérisoire. Il faut en voir venir les conséquences pour en tirer le meilleur parti pour l'Homme.

— **l'écologie.** Nous voudrions, après en avoir rappelé la définition souvent déformée, analyser sans démagogie les raisons pour lesquelles les résultats de cette science ont été tellement négligés par une majorité et risquent d'être exploités sans vergogne par d'autres.

— **les législatives.** Il faudra, en temps opportun, songer à exprimer clairement les questions qui devraient être posées à tous les candidats, en leur montrant les limites des pouvoirs qu'ils briguent.

— **les énergies nouvelles.** A voir sous deux aspects, les possibilités scientifiques et les

(SUITE PAGE SUIVANTE)

Dans le but d'élargir notre audience, nous envisageons de confier à nouveau la diffusion de ce journal aux N.M.P.P., comme il y a une dizaine d'années. Cela représente non seulement un gros effort financier de soutien, mais sans doute aussi la vigilance de nos lecteurs auprès des Maisons de la Presse.

Nos abonnés sont-ils prêts à aider ?

A un fallacieux revenu national, nous opposons les possibilités réelles de la production

par Gaston PULL

UN récent débat télévisé opposait sur le problème des retraites, un représentant du Gouvernement et un représentant de la Fédération des retraités (C.G.T.). L'échange de vues a été très significatif. Il a permis de saisir sur le vif l'erreur commune de deux personnalités se classant de chaque côté de la frontière politique.

En substance, la discussion s'est déroulée comme suit :

Le représentant des retraités. — Aucune retraite ne devrait aujourd'hui être inférieure au S.M.I.C.

Le Ministre. — L'objectif est légitime et nous devons nous en rapprocher progressivement. Mais pour l'atteindre immédiatement, il faudrait une augmentation des cotisations sociales que les intéressés jugeraient eux-mêmes insupportable.

Le représentant des retraités. — Assurer un minimum de retraite relève de l'Etat et non de la Sécurité Sociale.

Le Ministre. — Soit, mais le problème reste le même. Dans le cas où la charge serait fiscalisée, elle aboutirait — chiffres en main — à une majoration de 50 % de l'impôt sur le revenu.

Vous admettez avec moi, qu'en toute éventualité, ce sont les actifs qui doivent supporter le poids des retraites.

Le représentant des retraités. — Je ne le conteste pas, mais je sais aussi qu'il y a beaucoup à récupérer sur la fraude fiscale...

Le débat était pratiquement clos. Après avoir admis que l'augmentation des retraites exigeait une diminution correspondante du revenu des actifs, le représentant de la C.G.T. se trouvait réduit à argumenter hors du sujet, sous peine de donner raison à son contradicteur. Celui-ci n'a, d'ailleurs, pas manqué de le souligner.

Les conclusions du Ministre étaient fausses, pourtant. La source de tous les revenus (de celui des actifs comme de celui des passifs) réside dans le volume de la production, non dans le nombre

de postes de travail nécessaires pour créer cette production. L'unique question consiste à savoir si l'agriculture et l'industrie sont susceptibles de répondre aux besoins essentiels de toute la population (retraités et allocataires compris).

On est en droit de s'étonner qu'un homme qui se déclare progressiste, ne l'ait pas objecté d'emblée.

Si 50 personnes aidées de la technique produisent autant que 100 personnes ne disposant que de moyens manuels, il n'est pas nécessaire d'amputer de moitié la part des 50 producteurs pour assurer la subsistance des 50 non-producteurs dont le travail est devenu inutile. N'est-ce pas l'évidence même ?

A une époque où les entreprises sont en mesure de produire de plus en plus avec de moins en moins de main-d'œuvre et où, consécutivement, l'emploi se raréfie, il est parfaitement absurde de voir des vieillards privés d'un pouvoir d'achat minimum pendant que les jeunes ne parviennent pas à vendre leurs produits ou à exercer leur force de travail.

Vouloir répartir ce que l'on ne peut pas produire serait, sans doute, insensé ; mais il ne l'est pas moins de mettre des consommateurs à la portion congrue quand la production est condamnée à la mévente ou au chômage, faute de débouchés. Le véritable revenu national est celui qui ressort des possibilités de production des diverses branches économiques, car il indique les quantités moyennes de mètres, de kilos ou de litres de marchandises auquel chacun peut valablement prétendre. Il n'est aucune théorie qui puisse s'inscrire en faux contre cette affirmation.

Nous ne devons jamais perdre de vue ce fil conducteur quand on brandit devant nous de fallacieuses statistiques financières. Considérons, en effet, que si la production est une réalité tangible, les prix sur lesquels se fondent le soi-disant produit national, ne sont, eux, que des évaluations mouvantes liées aux conditions du marché. En confondant les marchandises et leur étiquetage, on débouche inévitablement sur un contre-sens dès que les possibilités de l'offre débordent la demande solvable. Les moins avertis savent que la fraction du revenu national issue de l'agriculture tend à baisser si la production augmente et à hausser dans le cas contraire !

Ce hiatus entre la productivité et son expression financière n'existait pas, il est vrai, tant que l'économie restait sous le règne de la rareté, mais la plupart des productions des pays développés ont atteint, dès à présent, le seuil de l'abondance. Les technocrates de droite et de gauche n'en conti-

• SUITE DE LA PAGE 3

besoins non artificiels, aussi difficiles l'un que l'autre à cerner.

— **les derniers « trucs » du capitalisme.** Dénoncer, dans la vie de tous les jours, professionnelle ou domestique, au niveau de la production et de la consommation, partout et sans cesse, les dernières « rustines » inventées pour faire durer le système des prix-salaires-profits au détriment de l'évolution de l'humanité.

Cette liste n'est pas limitative. Mais ce n'est qu'un début...

Lecteurs, à vos plumes et bonnes vacances cependant.

M.-L. DUBOIN

ETRANGER

par Pierre SIMON

La technologie n'est pas morte

La technologie joue un rôle important dans la production puisqu'elle permet d'atteindre des rendements élevés. Grâce à elle, les biens sont produits en abondance, la pénurie disparaît, ou devrait disparaître si elle n'était pas entretenue artificiellement. Or, la technologie perd du terrain dans de nombreuses industries où les innovations véritables — au sens où la vapeur et l'acier furent des innovations véritables au dix-neuvième siècle — se font rares. Bon nombre des changements annoncés à grand renfort de publicité ne concernent en effet que des détails.

Pour cette raison, la production américaine, par exemple, croît moins vite actuellement qu'il y a vingt ans. Faut-il s'en inquiéter ? Sans doute pas, car les usines ne tournent pas au maximum de leur capacité et, si on le voulait, on pourrait produire encore bien davantage qu'on ne le fait. Le déclin de l'innovation a plusieurs causes, parmi lesquelles on peut citer : la plus grande importance donnée au cadre de vie et à la qualité de la

• SUITE DE LA PAGE 4

nient pas moins à raisonner comme ils le faisaient naguère, en méconnaissant le changement de signe qui perturbe leurs calculs. C'est en vain qu'ils s'efforcent de rétablir l'équilibre rompu en s'enfonçant plus avant dans leur illusion : tantôt en gonflant le revenu national avec les profits d'activités oiseuses, tantôt en favorisant les trusts qui maîtrisent les cours, tantôt en institutionnalisant un malthusianisme économique multiforme. Et comme l'inflation galopante est le fruit normal de cette politique, ils en viennent à plonger dans la récession le pays tout entier, sous prétexte de freiner une demande prétendue excédentaire.

Gardons-nous de nous étonner de ces échecs et, plus encore, de nous laisser éblouir par la faconde qui les accompagne. Ne manquons aucune occasion, en revanche, d'opposer aux sophismes des financiers, le double inventaire des besoins à satisfaire et des productions qui ne demandent qu'à voir le jour. La logique finira par l'emporter lorsque le Français moyen aura lui-même été convaincu par cette éloquente leçon de choses.

La vérité est que, parallèlement à l'inversion des rapports antérieurs entre l'offre et la demande, il est devenu indispensable d'inverser aussi le processus de la formation des prix et des revenus. Au lieu de laisser les uns et les autres s'arracher à la foire d'empoigne, il convient, désormais, de composer les prix avec des revenus prédéterminés — ceux-ci représentant la contre-valeur — correctement partagée — de ceux-là.

vie ; la résistance des syndicats au changement (par crainte du chômage) ; et l'importance croissante des services dans le produit national brut.

Malgré cela, une nouvelle révolution technologique se prépare et nous entrons dans l'ère de l'électronique.

Tout le monde a constaté la chute vertigineuse du prix des calculatrices de poche. Ce petit miracle est dû aux circuits intégrés que l'on sait désormais produire à bon compte. En effet, un circuit intégré contenant 15 000 transistors revient maintenant au fabricant à 50 cents, soit environ 2,50 francs, et se présente sous la forme d'une mince plaque carrée de quelques millimètres de côté. Ses applications sont très nombreuses (25 000 selon certains). Par exemple, il peut commander des machines, vous permettre d'allumer votre four à distance sur simple coup de téléphone, minimiser la consommation d'essence de votre voiture, débiter votre compte en banque et même jouer au poker ou aux échecs avec vous.

Grâce aux circuits intégrés, IBM a mis au point un téléphone qui prend les messages, communique des instructions, et classe des documents. Bientôt, on verra partout des terminaux d'ordinateur qui permettront, entre autres choses, d'accéder à des bibliothèques centrales d'information. On est en train d'apprendre à l'ordinateur comment reconnaître la parole humaine. Le dialogue n'en sera que plus facile. Au bureau, l'ordinateur pourra transmettre le courrier par câble, si on l'associe à une imprimante. On a déjà créé des centres de conférences où on échange, à distance, des points de vue avec plusieurs correspondants qui n'ont même plus besoin de se déplacer.

Qui ne voit l'impact formidable que cette révolution va avoir, non pas dans le domaine du gadget de cuisine, mais dans le secteur tertiaire où de nombreux emplois de bureaux risquent fort de disparaître. Que faire d'une secrétaire et de plusieurs dactylos lorsqu'un ordinateur les remplace, parfois avantageusement ?

On peut prédire que les résistances, bien compréhensibles, des syndicats à cette innovation seront considérables. Et pourtant, il ne s'agit que de libérer l'homme de tâches mécaniques ou répétitives et d'accroître ses possibilités d'action. Dans l'état actuel des systèmes économiques, les nations ne sont pas prêtes à résoudre le problème. Elles n'y parviendront que lorsqu'elles auront renoncé à lier le salaire, ou droit de vivre à la possession d'un emploi devenu de plus en plus problématique. C'est-à-dire lorsqu'elles auront adopté l'économie distributive.

Les immigrés ne sont-ils que des travailleurs ?

par **Paul-Noël ARMAND**

La main-d'œuvre immigrée est indispensable à l'économie nationale. Axiome bien posé que personne ne conteste.

Le ministère du Travail, d'après ses derniers chiffres connus, évaluait à 4 128 312 le nombre d'immigrés en France et le chiffre de l'Institut de la statistique n'en diffère que de 85 000. Ne cherchons pas à savoir si cet écart provient d'une différence dans la façon d'évaluer la main-d'œuvre étrangère saisonnière, de l'absence de contrôle en ce qui concerne les ressortissants d'Afrique Noire ou de l'impossibilité (?) de connaître, comme le prétend l'Office National d'Immigration, les sorties de France. Mais notons que certaines évaluations vont jusqu'à 6 millions.

Parmi ces 4 millions d'immigrés, on évalue à 1,9 millions le nombre de travailleurs. Ceci correspond à une proportion travailleurs/inactifs assez forte quand on sait que le taux de natalité en Algérie atteint 3,5 % alors qu'il est en France inférieur à 0,4 %.

Dans l'ensemble, la proportion étrangers/Français est de 7,7 %. En détail, voici cette proportion dans les secteurs employant le plus de main-d'œuvre étrangère :

	Etrangers	Français
Bâtiment et travaux publics :	36 %	64 %
Voirie, hygiène, etc. :	35 %	65 %
Transport :	19 %	81 %
Caoutchouc, pneumatiques :	18 %	82 %
Verrerie, céramique :	16 %	84 %
Mines :	13 %	87 %
Métallurgie :	12 %	88 %
Produits chimiques :	7 %	93 %
Ensemble de ces activités :	12,4 %	87,6 %

Tous secteurs confondus, la proportion de main-d'œuvre étrangère était, en 1973, comme suit :

	Etrangers	Français
Manœuvres :	8,5 %	91,5 %
O.S. :	25,2 %	74,8 %
O. qualifiés :	25,2 %	74,8 %
Employés :	22,8 %	77,2 %
Techniciens :	10,3 %	89,7 %
Cadres :	7,6 %	92,4 %

Dans certains milieux en France, tel le sport professionnel ou le spectacle, les Français et les Etrangers viennent nettement en concurrence.

LES AVANTAGES POUR L'ETAT ET LE PATRONAT

Voici tels que les exposent les organismes d'Etat et les Chambres syndicales patronales les avantages qu'ils voient dans la main-d'œuvre étrangère :

1° — **elle est mobile** : « facilement utilisable pour supprimer les tensions conjoncturelles de l'emploi ». Cet euphémisme technocratique signifie qu'elle permet d'être opposée, à tous moments et en tous lieux, aux travailleurs locaux manifestant leur désapprobation pour telle ou telle forme d'exploitation.

2° — **elle est bon marché** : elle permet à de nombreux Français de garder leur emploi, certaines branches auraient dû, sans elle, limiter leur croissance faute de main-d'œuvre à bon marché.

A travail égal, salaire égal. Il n'existe aucune disposition légale permettant de moins payer un étranger. Néanmoins, dans la pratique, elle constitue un réservoir-épouvantail utilisé contre les travailleurs comme chantage à un chômage possible afin de modérer des exigences.

3° — **elle accepte les emplois dont les Français ne veulent pas** : éboueurs, manœuvres, maçons, ouvriers à la chaîne, mineurs, femmes de ménage, etc...

Remarquons cependant que les égoutiers qui font un travail guère plus aimable que les éboueurs sont rarement en grève car ils jouissent du statut d'employé communal, d'un salaire décent et de la garantie de l'emploi.

4° — **elle est jeune et valide**. Permet d'économiser une partie des frais d'éducation et de mieux équilibrer les charges de la nation ». Pour avoir en permanence des hommes disponibles, il faut en faire venir de nouveaux. Ils sont « valides », étant donnée la précarité des contrôles sanitaires d'entrée (qui ne portent que sur 1/5 des effectifs). Il n'empêche que l'inexpérience de beaucoup les désigne comme victimes de prédilection des accidents du travail et que les services d'Etat admettent que les immigrés sont plus vulnérables à la maladie en raison de leurs conditions de vie. La tuberculose se diffuse dans les taudis qu'ils habitent où le cubage d'air est insuffisant, où les paillasses servent alternativement à plusieurs, etc... Dans la région parisienne, 39 % des tuberculeux sont étrangers.

5° — **Les immigrés rapportent à la Sécurité Sociale**. « Leurs dépenses de santé sont minimales en raison de leur jeunesse et du fait que la S.S. n'est garantie à leur famille que si elle réside en France. De plus la retraite leur est retenue alors que la moitié quitteront la France avant de l'atteindre ». Nous noterons la malhonnêteté qu'il y a à percevoir des retenues de retraite dont on sait d'avance qu'elles ne bénéficieront pas à l'intéressé.

En fait, l'intéressé aura un jour l'âge requis et droit ouvert à pension ou à restitution.

MAIS A QUOI SERVENT ALORS 4 MILLIONS D'ÉTRANGERS ?

C'est la question à se poser, lorsque l'on constate que l'axiome du début se réduit à un postulat. Si les étrangers sont parmi nous ce n'est pas seulement pour produire, comme on veut nous le faire croire.

Pour nos industriels, producteurs, fabricants, etc., c'est une clientèle obligatoire, réservée, un marché clos, protégé, qu'ils n'ont pas à aller conquérir ailleurs. On objectera que les immigrés consomment peu, envoient chez eux leurs économies. Ces transferts de fonds existent : 9 626 millions de francs en 1974. Ils représentent 18,60 % de la masse salariale servie aux travailleurs étrangers. Un solde de plus de 51 milliards reste dans l'hexagone (1). Ce n'est pas un marché négligeable. Le célibataire épargne beaucoup plus que le couple. C'est pourquoi l'immigration, après avoir été considérée seulement en tant que facteur de production, main-d'œuvre de substitution et épouvantail au chômage, est devenue une masse de consommateurs, en appelant la famille à rejoindre le célibataire, en facilitant son transport et son installation. Leurs dépenses seront d'autant plus importantes qu'ils auront tout à acquérir.

C'est si vrai que les pouvoirs publics ne cessent d'être de plus en plus indulgents à l'égard de ceux qui sont entrés illégalement en France s'ils consentent à faire venir leur famille. Les facilités de leur installation ne cessent de s'améliorer. Ces dispositions n'ont aucun rapport avec la production. Femmes et enfants présentent le double avantage de ne rien produire et de consommer. Si l'on considérait les étrangers uniquement sous l'angle pragmatique de la production on ne consentirait pas à ce qu'un ressortissant étranger soit payé étant inactif. C'est cependant ce qui se produit puisque les indemnités de chômage sont servies indistinctement aux nationaux et aux immigrés. Jacques Duboin avait déjà dit « Quand il n'est plus nécessaire de payer un travailleur pour qu'il produise, l'Etat doit le payer pour qu'il consomme ».

Et la forte natalité des immigrés fait que chez eux le nombre de bouches à nourrir par travailleur est bien plus élevé que dans un foyer français. Que deviendraient les morutiers bretons si les Portugais ne consommaient pas la majeure partie de leur pêche ?

Le comble du bonheur pour notre économie, dirait avec ironie Jacques Duboin, serait que ces étrangers soient non pas 4 millions, mais le double et, parmi eux, deux fois moins de travailleurs ! Ils rempliraient encore mieux le rôle que nous attribuons depuis longtemps aux étrangers : en temps de paix, qu'ils achètent nos réfrigérateurs et notre vaisselle, en temps de guerre, qu'ils consomment nos bombes et nos torpilles.

(1) Réf. Bulletin officiel de l'Economie et des Finances, déc. 1976, page 41.

Il y a un siècle, un petit polonais de 12 ans élaborait les premières bases de l'Esperanto

○ N a coutume de dire à propos de la langue de Zamenhof : « Ça ne marchera pas... c'est artificiel... c'est sans âme... Il y a déjà l'anglais ». Que signifie tout ce verbiage ? Mais il « marche » l'Esperanto, puisqu'il se parle dans la totalité du monde depuis bientôt un siècle ! Ses adeptes forment la seule organisation mondiale qui se passe d'interprètes et de tout le matériel technique onéreux pour les traductions spontanées.

Artificiel ? mais c'est une synthèse de langues, ses racines sont donc naturelles !.. De toute façon le langage des sourds-muets et la musique ne sont-ils par artificiels ? et « ça marche ».

Précisons toutefois que l'Esperanto a été créé non dans l'esprit de vouloir supprimer la langue nationale (de nombreux linguistes le pratiquent) mais pour y suppléer, afin de faciliter les contacts avec l'étranger, donc œuvrer pour la paix. Quant à l'« âme » d'une langue, il va de soi qu'elle n'existe qu'aux yeux de ceux qui la pratiquent et l'aiment. Ceux qui contribuent à freiner la progression de la langue universelle, ne serait-ce qu'en l'ignorant, portent préjudice à une cause et se privent d'une grande satisfaction car elle s'apprend en quelques mois et grâce à son usage on peut rencontrer partout sur le globe des foyers espérantistes ouverts à des échanges constructifs.

Choisir une langue nationale existante, comme langage commun à toute l'humanité serait un préjudice à l'égard des autres nations. L'anglais, par exemple, favoriserait encore l'égémonie anglo-américaine.

Mais indifférence, scepticisme et ironie font que l'« antiespérantisme » demeure et retardent la généralisation de l'Espéranto.

La violence, le racisme, la faim dans le monde, l'exploitation de l'homme par l'homme, la production absurde, la pollution à tous les niveaux, la course à l'armement, l'usage du tabac et de l'alcool, des drogues, le bruit, la vitesse, l'égoïsme, la destruction inutile d'espèces animales et végétales, l'ignorance de la nourriture saine, l'abus des antibiotiques, le refus des moyens thérapeutiques naturels, le conditionnement des individus, le nationalisme, sont des obstacles au progrès de l'homme, donc à son bonheur. La lutte contre ces fléaux ne peut être menée à bien qu'à l'échelle mondiale et pour cela user d'un langage commun est un facteur de réussite.

L'homme est dans une impasse et c'est à ceux qui en sont conscients de se « serrer les coudes » pour notre cause commune qui est celle de l'humanité.

Jean MAGNAN

Soit dit en passant

par **Gabriel LAFONT**



C'est lui qu'il nous faut !

A l'heure où j'écris on ignore encore quel sort la justice française réserve au dénommé André Dubar. D'autant plus que l'on ne sait même pas sous quel chef d'accusation inculper le personnage. Dommage, ça m'intéresserait de savoir. Mais j'espère qu'une carrière aussi prometteuse n'aura pas été prématurément interrompue par l'intervention intempestive de policiers trop zélés.

M. André Dubar n'est pas un de ces vulgaires aventuriers comme on en voit tous les jours au cinéma, dans les romans et aussi dans la vie, qui font fortune dans l'escroquerie, l'attaque à main armée, l'immobilier ou la politique, et finissent leur carrière, mais pas toujours, à Fleury-Mérogis. Non. C'est un monsieur très bien.

Ce personnage dont la presse a parlé récemment est un nouveau Frégoli aux multiples transformations, et vous l'avez peut-être rencontré quelque part sous les apparences rassurantes d'un grand chirurgien, d'un cardiologue renommé, d'un capitaine de corvette, d'un curé de campagne, d'un infirmier, d'un enseignant, et j'en passe.

Il était bien avec tout le monde (et ce n'est pas facile), avait la poignée de main à toute épreuve, comme un ministre en période électorale, le sourire engageant, le cœur sur la main et la main sur le cœur, savait se faire des amis ou des obli-

gés, avec tout ce qu'il faut de baratin pour plaire. Vous voyez le genre.

Son seul défaut c'est d'avoir l'humeur changeante. Car rien ne l'obligeait, sinon le désir de se rendre utile, après avoir organisé les quêtes dans les paroisses pauvres du Nord de la France, célébré une messe chantée dans une église de Douai en compagnie de prélats connus, donné des cours d'Histoire à des candidats au bachot, ou opéré quelques prostatites défaillantes, de se présenter comme infirmier à la S.N.C.F. C'est ce qui a mis fin, momentanément, j'espère, à ses activités aussi nombreuses que variées. Un fonctionnaire tatillon lui ayant demandé son diplôme, André Dubar n'a pu produire cette pièce justificative puisqu'il n'était pas plus infirmier qu'il n'avait été chirurgien, ecclésiastique, diplomate ou professeur. Mais, sur sa bonne mine, personne jusqu'alors ne s'était permis de mettre en doute ses titres officiels.

On ne sait pas ce qu'il adviendra de M. Dubar. Mais j'imagine que le juge chargé d'instruire cette affaire est plutôt perplexé en ce moment. Qu'a-t-on à lui reprocher, au fond ? Pas même d'avoir utilisé des faux-titres ou une fausse identité, puisque on ne lui demandait rien et qu'il exerçait ses différentes professions selon son humeur ou son plaisir, et toujours avec la même compétence. Il ne semble

pas avoir tué comme faux médecin plus de clients que les vrais. Reste à savoir si l'absolution qu'il a pu donner en tant que prêtre à ses pénitentes est aussi valable que celle de Mgr Lefebvre. Mais cela n'est pas de ma compétence.

Je ne vous dissimulerai pas plus longtemps qu'un tel personnage, assez exceptionnel en somme, m'est plutôt sympathique. Songez que cet homme, qui était considéré étant enfant comme un cancre, qui a échoué à tous ses examens, à ce qu'on dit, mais qui sait inspirer confiance et parle bien, n'a même pas eu l'idée de se lancer dans la politique. Pourquoi ? On a vu pire. Il a pourtant tout ce qu'il faut pour réussir dans cette noble carrière, malheureusement un peu encombrée.

Et en plus il a l'air en bonne santé.

Dans les moments difficiles que nous traversons, alors que les rumeurs les plus malveillantes circulent sur l'état dépressif du président de la République et qu'un éternuement de Mitterrand suffit à donner la fièvre à la Bourse, un homme pareil peut être utile à la France. Oui, pourquoi André Dubar n'est-il pas à Matignon, ou même à l'Elysée, en ce moment où nous aurions tant besoin d'un homme providentiel, d'un Mamamouchi, comme dit l'autre, qui saurait si bien inspirer confiance au pays désespéré ?

Raymond Barre, qui a pourtant les plus beaux diplômes d'économiste distingué, n'arrive toujours pas à redresser la situation. Et les élections approchent.... Et Antoine Pinay a pris sa retraite. Alors ?..

Alors il n'est peut-être pas trop tard. Plutôt que de créer des ennuis à André Dubar, qu'on lui fasse passer un examen médical approfondi et, si tout va bien de ce côté-là, qu'on l'appelle à former le gouvernement. Au point où nous en sommes, il tiendra bien le coup jusqu'en mars 1978.

LES QUESTIONS AGRICOLES

EN tout premier lieu nous affirmons que l'avenir de l'Agriculture Biologique en France sera ce que les agriculteurs le feront. Nous disons bien les agriculteurs et non les Etats-Majors.

C'est à Albert DEMOLON (1881-1954) que nous devons cette prise de conscience fondamentale et l'introduction, en France, du rôle du pH en agronomie. Considéré comme le véritable créateur de l'agriculture biologique, il écrivait déjà en 1932 dans « Principes d'agronomie » ces simples lignes prophétiques :

« Le sol reste toujours un milieu de **culture** au sens **biologique** du mot, le plus important d'ailleurs pour l'existence de l'humanité ».

Et cette existence de l'humanité, qui donc, au premier chef, doit en assurer la continuité, sinon l'homme chargé de sa subsistance, c'est-à-dire l'agriculteur, seul véritable **responsable** de l'alimentation de ses semblables, selon l'option qu'il aura choisie en matière de production agricole ?

Cette option, il n'a pas à la prendre pour satisfaire à une mode ou pour suivre aveuglément des théories plus ou moins politiques ou philosophiques. Ce serait une grave erreur que de croire que l'agriculture biologique est affaire de doctrine, de conversion, d'affiliation, voire d'embrigadement.

Le vrai problème de l'agriculture dans sa forme « biologique » telle que la concevait Albert DELOMON dès la première moitié du XX^e siècle, regarde les agriculteurs en général et non quelques-uns en

L'AVENIR DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE

(vu par la Confédération Nationale
des Groupements d'agriculteurs biologistes)

particulier, parce que pour nous, PRODUCTEURS, il s'agit **avant tout** de mettre à la disposition de l'**Humanité**, donc à la disposition des consommateurs, donc des Hommes, nos camarades ou nos frères, des produits alimentaires « DE QUALITE BIOLOGIQUE » **non pollués**, tels que nous aimons les avoir pour nous-mêmes, nos enfants, nos familles.

Etre Agrobiologiste c'est chercher à faire aujourd'hui mieux qu'hier. C'est aussi être **non seulement** le frère, le camarade ou l'ami de tous les autres « paysans » de France qui ont opté pour cette nouvelle forme de « Culture Protégée » dans l'intérêt supérieur de l'humanité, mais c'est surtout, SURTOUT, se sentir solidaire de TOUS LES AUTRES AGRICULTEURS DU PAYS, en les invitant à prendre conscience de **leurs responsabilités** vis-à-vis d'eux-mêmes, de leur famille et de leurs concitoyens.

Pierre GUILLOT

Secrétaire général de la C.N. des G.A.B.

Note de la rédaction :

Cette responsabilité, l'agriculteur doit pouvoir pleinement l'assurer, ce qui n'est pas le cas s'il est soumis à des pressions, que ce soit consciemment ou non. Ce n'est pas le cas, par exemple, dans notre système économique, s'il peut tirer un profit personnel à réaliser une production malsaine.

Nous publierons ici prochainement la suite de l'étude de Jean Mestrallet sur l'agriculture biologique.

La première partie, publiée dans le numéro précédent, nous a valu d'un lecteur intéressé l'information suivante :

ENGRAIS AGRICOLES

Le marché des engrais en 1976 a été perturbé.

La Sté chimique de la Grande Paroisse, filiale de « L'Air Liquide » connaît des résultats déficitaires.

(Réf. Exposé aux actionnaires du Groupe Air Liquide a/s assemblée générale juin 1977).

Premiers signes de l'agriculture biologique ?

Comme chaque année, l'imprimerie étant fermée, il n'y aura pas de numéro au mois d'Août.

Les réunions du Comité de Rédaction reprendront le

17 Septembre 1977

à 15 heures, au siège.



L'an dernier, vous vous en souvenez, on ne trouvait plus de pommes de terre, et celles que l'on pouvait se procurer coûtaient très cher (c'était la faute de la sécheresse !). Or, dans un n° de mai du « Dauphiné Libéré », nous apprenons que plusieurs dizaines de tonnes de pommes de terre d'importation, en provenance des Etats-Unis, et propres à la consommation, ont été déversées dans une carrière près de Romans.

C'est la Société d'Importation Delassus (de Merville, dans le Nord) « propriétaire de ces pommes de terre » qui a décidé de s'en débarrasser.

Il vaut mieux ça que de voir les prix s'effondrer, n'est-ce pas ?

**

Il y a 20 ans un Américain, J. ENGLEBERGER, mettait au point le premier robot utilisable industriellement. Aujourd'hui, un millier de robots fonctionnent dans le monde. La majorité d'entre eux travaillent dans des usines de production automobile où ils effectuent les travaux les plus pénibles : vaporisation de peinture sur les voitures, soudure des châssis, manutention des pièces...

En Europe où l'on en dénombre 300, les plus grands utilisateurs sont Volvo et Fiat.

**

L'informatique à la Ferme :

A Amarillo (Texas), l'un des plus grands parc d'embouche

des Etats-Unis, des dizaines de milliers de bêtes sont nourries à partir d'une mixture préparée par un mélangeur géant. Cet engin est relié à un ordinateur qui est chargé de calculer chaque jour la formule alimentaire la plus économique en fonction de l'évolution des cours des divers composants de l'alimentation.

**

Alors que la victoire de la gauche aux prochaines élections apparaît chaque jour plus probable, les pseudo libéraux qui nous gouvernent, et le patronat, attaquent violemment les entreprises nationalisées. Celles-ci peuvent pourtant présenter un bilan très positif : les compressions de personnel entraînées par l'évolution économique ou technologique y ont été opérées sans licenciement, grâce à des mises à la retraite anticipée ou à des reclassements internes; la réduction de la durée du travail à quarante heures par semaine (ou moins) a été réalisée sans perte de salaire, ainsi que l'allongement des congés payés.

Et pourtant la productivité des entreprises nationalisées continue à augmenter.

Alors, pourquoi ne nationaliserait-on pas tout le secteur productif ?

**

Toujours à propos de sociétés nationalisées et quitte à faire frémir d'horreur M. Fourcade, actuel ministre de l'Équipement et ex-ministre de l'Économie et des Finances, J. de Barrin écrit dans « Le Monde » du 29 juin 1977 :

« A quoi servirait d'avoir nationalisé Air-France si l'Etat renonçait à l'utiliser comme un instrument de sa politique économique et sociale et même de sa politique tout court ? Qu'en fin de compte la Compagnie en vienne à perdre de l'argent, quoi d'étonnant et quoi de scandaleux si elle y trouve sa raison d'être ?.. Il n'y a rien d'humiliant pour une entreprise publique de

s'écarter des chemins de la rentabilité ».

N'est-ce pas là une bonne évolution des idées vers l'Économie Distributive ?

**

Un bon point au Dr RICHARD, adjoint au maire P.S. du Mans, qui a fait scandale aux cérémonies du 15 mai dernier commémorant la bataille de Dien Bien Phu en déclarant notamment : « Faisons un rêve : imaginons un instant que le dixième de l'effort à la fois matériel et en hommes consenti par la France sur le plan militaire l'ait été sur le plan de l'aide réelle et de la coopération... »

En 1977, faut-il dire la longue liste des conflits d'outremer que nourrissent encore les armes livrées par les pays industrialisés, avec les meilleures justifications du monde, devant des populations de plus en plus démunies et consternées... ».

Il paraît que, pendant l'allocution, un certain nombre de « personnalités » militaires ont quitté la cérémonie et que la presse locale n'a pas osé publier l'allocution.

Ils reconnaissent donc qu'ils sont pour le profit à tout prix et pour l'industrie de la mort ?

**

Quelques titres stupides de « France-Soir » après le « discours de Carpentras » :

« — La France sortira de l'inflation avant la fin de l'année ;
— Il n'y aura plus de jeunes chômeurs à la rentrée ».

En fait, le Président de la République n'a pas été aussi précis. Il a dit : « Notre société doit adopter les mesures nécessaires pour que tout jeune soit assuré d'être soit au travail, soit en formation ».

Gageons que pour certains la formation risque de durer longtemps... Quant à l'inflation, nos lecteurs savent depuis belle lurette que c'est un mal inévitable de l'économie de marché.

J.-P. MON

Réflexions sur la liberté

par Jean LEBLAN

ORSQU'ON parle de liberté, on ne se préoccupe guère de la définir. Celle-ci est comprise souvent et surtout comme la faculté de pouvoir exprimer ses opinions dans tous les domaines sans risquer de subir des représailles quelconques, de pouvoir choisir au moyen d'élections des délégués, des représentants à tous les niveaux, de pouvoir faire grève éventuellement au cours de luttes revendicatives...

La liberté sous-entend que les besoins vitaux

Les spirituels et les finances

par Albert CHANTRAINE

Ceux qui s'en tiennent à l'étude spirituelle font très peu pour la saine évolution des hommes.

C'est très bien d'étudier les religions, l'astrologie, les causes et les effets ; mais si les réflexions ne s'accompagnent pas d'une information réelle sur les plans social, économique et financier, les théoriciens spirituels feront très peu pour rénover nos sociétés.

Les occultistes, les spirituels et autres religieux s'imaginent être arrivés au sommet. Ils se trompent lourdement. Ils n'en sont qu'à une étape. Cette étape, les grands penseurs l'ont franchie depuis longtemps. Pour y arriver, ils ont dû écouter leur propre maître, c'est-à-dire leur propre conscience et la vivre dans l'action. Car la vraie spiritualité n'est rien d'autre que d'enseigner par l'exemple et non seulement par des mots.

Si beaucoup d'exégèses et des soi-disant maîtres connaissent bien les écritures, ils ne savent, par contre, rien sur les mystifications du système économique-financier qui entretient l'homme dans l'irresponsabilité, dans la pauvreté ou dans l'esclavage doré. Sur ce point, ils ont énormément à apprendre des grands penseurs occidentaux.

Par conséquent, s'ils ne comprennent pas les fausses valeurs de l'argent, ils commettront des erreurs qui nuiront à leur avancement, à leur peuple, et à leur spiritualité. S'ils s'insèrent dans notre système en exportant leurs religions, leurs livres et de surcroît des marchandises inutiles, ils entrent de plain-pied dans l'imbécillité commerciale entretenant le gaspillage économique.

Nul doute que ces occultistes, ces religieux et ces soi-disant maîtres sont des freins puissants à la pensée réfléchie.

Pour les grands penseurs, les hommes libérés de l'étroitesse d'esprit sont ceux qui font l'effort de comprendre les mystifications qui les entourent, et qui luttent contre les fausses valeurs de l'Argent.

On ne peut pratiquer la vertu sans un minimum de bien-être.

St Thomas d'Aquin

soient satisfaits, cela est évident et ne demande pas de commentaires.

Mais cette condition primordiale étant supposée réalisée, un autre aspect de la liberté, pourtant fondamental, est généralement laissé dans l'ombre. même par les grands syndicats qui réclament lamentablement la création d'emplois et par conséquent la « croissance » ou « expansion » qui est un cancer qui empoisonne la Terre !!

Pourtant, LA LIBERTE, C'EST D'ABORD LES LOISIRS !!

C'est pendant les loisirs que l'on peut généralement CHOISIR des activités capables de favoriser au mieux l'épanouissement de notre personnalité. Mis à part une petite fraction d'emplois où le travail est une **activité créatrice et agréable** (art sincère, recherche scientifique, organisation...) ou une activité qui peut satisfaire des volontés de puissance (pouvoir des chefs), le travail salarié de routine, plus ou moins répétitif et monotone, ce travail là n'est pas autre chose que de l'esclavage, donc à l'opposé de la liberté.

...Avec les enfants et les jeunes (de 7 à 77 ans), pas de problème : la société de surconsommation imposée n'a pas encore mutilé leur personnalité et ils sont généralement capables de se trouver eux-mêmes, LIBREMENT, des activités qui les prémunissent de l'ennui.

Cela ne manque pas : culture philosophique, scientifique, littéraire et artistique, diffusion d'idées favorisant la justice et le sauvetage de l'espèce humaine en péril, lecture de détente, sports divers et jeux, notamment le jeu d'échecs qui est un art et un sport cérébral, bricolage et jardinage, spectacles divers, etc., etc...

Remarquons en passant que même une vulgaire partie de belote demande plus d'initiative à l'individu que bien des emplois !

Mais il arrive que des années de travail **obligatoire** accumulées émoussent cette faculté de **pouvoir se choisir soi-même des activités non-imposées** et, lorsqu'on est arrivé à cette triste condition d'amoindrissement mental, alors les loisirs peuvent devenir de l'ennui.

Toute société devrait donner à chacun de ses membres la possibilité de construire son bonheur — la liberté des uns étant limitée par la liberté des autres — compte tenu **des différences qui existent entre les personnalités**.

Ce n'est pas le cas dans notre monde prétendu libre. **en ce qui concerne ce qui nous prend l'essentiel du temps de notre vie : le TRAVAIL.**

Si un salarié a fait des économies pour pouvoir partir avant l'âge fixé pour la retraite, l'inflation a grignoté son avoir en monnaie de singe et s'il se

(SUITE PAGE SUIVANTE)

INITIATIVES

Voici des extraits d'un tract lancé par notre camarade de la section du M.F.A. de Nantes-Rézé

MOBILISATION DES EUROPEENS pour une REVOLUTION DEMOCRATIQUE et ECONOMIQUE (La M.E.R.D.E.)

Ce sigle ne fait pas sérieux ? croyez-vous. Voire. Car : Où nous ont menés les gens « sérieux » : Politiciens, Technocrates, Sociologues et Economistes distingués ?

A une situation sans issue. Où tout le monde est inquiet, morose, angoissé, revendique, exige, parle de droit, jamais de devoir.

Or, LE DEVOIR EST DE VOULOIR QUE CELA CHANGE.

Assez... de ce Système avec sa monnaie de singe, qui voit chaque semaine se dévaloriser le pouvoir d'achat.

Assez... de l'Argent spéculatif et des jeux de Bourse de la Finance internationale.

Qu'est-ce qu'on en a à foutre des :

« Coucou, on est dans le serpent »

« Coucou, on est plus dans le serpent »

« Coucou, on y retournera quand la conjoncture le permettra ».

RAS LE BOL QU'ON EN A !

...Nous avons tous le droit, dès maintenant, et la possibilité, pour les besoins essentiels, d'avoir un « maximum vital ».

Pour cela il est nécessaire d'avoir **une monnaie saine basée sur les besoins utiles des hommes***...

L'ABONDANCE n'est pas le gaspillage.

Nous devons tous prendre conscience que nous sommes responsables et comptables des ressources que contient notre planète, qui est systématiquement pillée depuis 100 ans pour des notions de PROFIT...

C'est tellement sérieux qu'il faut espérer et agir, et ne pas continuer à perdre son temps à se lamenter et à ne rien faire.

Tant de gens sérieux disent des rigolades que nous avons pensé vous entretenir de choses sérieuses en vous faisant rigoler. De toute façon, le ridicule ne tuant plus, il n'y aura pas d'hécatombe. Il ne suffit plus de prendre à plein poing la rose en riant, il faut aussi prendre la chose en riant.

Quand vous aurez pris conscience de « la chose », vous comprendrez que le meilleur moyen d'en sortir c'est d'abord de tous y aller, dans la M.E.R.D.E. : MOBILISATION des EUROPEENS pour une REVOLUTION DEMOCRATIQUE et ECONOMIQUE.

A. NEAU

Membre de la section du MFA Nantes-Rézé
1, place des Filets, 44400 Rézé.

* Sur le volume de la production, elle même basée sur les besoins (N.D.L.R.).

• SUITE DE LA PAGE PRECEDENTE

risque à cesser le travail, il ne bénéficie plus de la sécurité sociale à moins de verser une cotisation **exorbitante**. Ce serait trop simple et trop humain de pouvoir continuer à verser la même contribution.

Et pourquoi imposer le même âge pour la retraite à tout le monde ?

S'il y a des personnes valides qui désirent des prolongations pour gagner plus, eh bien ! cela ne devrait-il pas permettre à une minorité de sages de **se libérer** avant ?.. retraite au choix à partir de 50 ans...

Dans notre société de **surconsommation imposée sans discernement à tout le monde**, l'individu ne compte pas ; c'est un numéro matricule noyé dans la masse, c'est la loi du nombre, de la médiocrité conditionnée.

Métro-boulot-dodo... « liberté » d'entendre à longueur d'année des discours, politiques et syndicaux **où l'on parle de tout sauf de l'essentiel** et, après avoir été si merveilleusement informés, les moutons passent au vote dans une foire électorale où ils ont la consolante liberté de pouvoir crier « Vive Machin... à bas Truc »...

Pour avoir la liberté de penser, **il faut en avoir le temps et la force.**

• Abondanciste Toulonnais aimerait connaître camarades de Toulon ou environs. Ecrire à « La Grande Relève » qui transmettra.

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELEVÉ »

• GUILLOT, Tournettes-sur-Loup : 30 — Robert CATHELINAIS, Saint-Germain-en-Laye : 5 — René JACOBS, Pavillons-sous-Bois : 50 — Georges CLAIRAULT, Mehun-sur-Yèvre : 10 — Camille JUBERT, Montfermeil : 20 — Mlle ODDOU, Chalon-sur-Saône : 0,60 — Henri GONDERLIER, Roubaix : 45 — Pierre GIBON, Evron : 70 — Mme LEGRAND, Coulmiers : 28 — André TARCELIN, Fouras : 20 — Henry PICOU, Port-la-Nouvelle : 20 — BARENDSE, Cernay-la-Ville : 50 — Francis GAUTHIER, Courbevoie : 50 — GUEZENNEC, Aix-en-Provence : 20 — Emile BERNARD, St-Just : 50 — Louis SIMON, Gaillard : 20. Total : **488,60 F.**

MERCI A TOUS.

COURRIER DES LECTEURS

Nous prions nos lecteurs, s'ils désirent recevoir une réponse personnelle, de bien vouloir nous adresser pour cela une enveloppe timbrée à leur adresse et les en remercions.

Albertville, le 18 avril 1977.

...*Sans doute faudrait-il s'adresser à des motivations émotionnelles plutôt qu'à des raisonnements logiques pour obtenir un résultat. N'avez-vous pas admiré comme les foules se sont passionnées pour les numéros de nos grands comédiens (Chirac, Mitterand et Marchais) ?*

J. L.

Grigny, le 30 avril 1977.

...*« Rester fidèle à La Grande Relève est le meilleur moyen de perpétuer l'œuvre de J.D., pour que les idées avancées de notre maître continuent plus que jamais à éclairer ce bon peuple de France, et le sortir des chemins battus par nos politiciens de droite comme de gauche.*

« Une vérité qui n'éclate pas est une vérité morte ».

J. D.

Grenoble, le 3 mai 1977.

Je viens de recevoir le n° 745 et c'est avec plaisir que je viens de le parcourir : il est magnifique : clair et tout.

Vous avez atteint la qualité... il faut maintenant améliorer la distribution de cette information formidable.

Beaucoup d'entre nous sont prêts à vous aider, pour cela il faut :

1. — Envoyer des exemplaires, 2 ou 3 à tous les anciens abonnés.
2. — Prévoir des abonnements de propagande par 5, 10 ou 20 ; par exemple 100 F pour 5, 150 F pour 10, 200 F pour 20.
3. — Tenir la comptabilité des réabonnements de façon à prévenir ceux qui les ont fait faire pour créer une émulation, ou pour que ces derniers relancent leurs amis ou renouvellent leur abonnement.

G. F.

Alauch, le 25 mai 1977.

...*« Il est fort éclairant que trois économistes échelonnés sur à peu près toute la largeur de l'éventail politique, M. Jean Fourastié dans le « Figaro » (16, 17, 18 mai), M. Paul Fabre « Le Monde » (18 mai) et M. Serge-Christophe Kolm, dans son livre « La transition socialiste » (éd. Cerf) — ce dernier auteur se situant fort à gauche de la gauche même... aboutissent tous les trois à la même analyse technique. Après avoir souligné que les objectifs du P.C.G. cor-*

respondent aux aspirations légitimes, humaines, normales des Français, ils concluent que les moyens prévus seront inflationnistes, tellement, que les avantages accordés aux ménages sous diverses formes seront rapidement rattrapés et dépassés par les prix. La similitude du pronostic du plus conservateur M. Fourastié et du plus révolutionnaire M. Kolm est instructive. Ce qui rend passionnant le livre de M. Kolm est qu'il va jusqu'au bout de la logique du P.C.G. en montrant que ce programme s'autodétruit si on veut l'appliquer en conservant une économie de marché. Aussi, l'auteur n'y va-t-il pas par quatre chemins : il faut, selon lui, abolir le marché, le salaire en espèces et aboutir à une sorte de socialisme distributif des denrées et des services. Ou selon sa vigoureuse formule : pour supprimer la hausse des prix, il est un moyen plus radical que de supprimer la hausse, c'est de supprimer les prix ».

M. V.

Pavillons, le 26 mai 1977

...*Je pense qu'on peut et doit débattre des problèmes que posera le passage à l'économie distributive. On pourrait créer pour cela un Institut ou Collège (peu importe le nom) ouvert à tous les courants socialistes, qui tâcherait de préciser les points encore obscurs. Ces études ne seraient pas contraignantes pour ceux qui, un jour qu'on espère proche, devraient déclencher le processus révolutionnaire ; mais elles auraient un rôle d'excitation et d'agitation et permettraient de populariser nos thèses.*

Face aux élections législatives qui approchent, il faut tirer UN MILLION DE TRACTS pour faire connaître au peuple qui l'ignore ce qu'est le socialisme dont tout le monde se réclame :

- la fin du chômage,
- la fin des impôts,
- la fin des armements...

On peut déjà faire un tirage restreint (pour la région parisienne ou tout autre) afin de les tester et éventuellement les modifier. Peut-être les gens honnêtes se poseront-ils des questions et on pourra engager le dialogue...

Un dernier point : il faut se préparer à construire le socialisme de l'abondance dans un seul pays (c'est plus prudent) et c'est pourquoi je pensais à l'armement du peuple... mais la vocation du socialisme est mondiale. Il faut donc dès à présent prévoir l'extension internationale du système distributif et c'est là que la langue auxiliaire pourra rendre d'immenses services : d'ores et déjà, elle combat pour les droits de l'homme au-dessus des frontières.

Place vos récipients mi salutations abundantistic e interlinguistic.

R. J.

(SUITE PAGE SUIVANTE)

SUITE DU COURRIER :

Paris, le 7 juin 1977.

...« Les articles de M. Kastler luttant contre l'armement dans le monde m'ont emballée... C'est difficile de trouver des échos sur le thème de l'antimilitarisme ».

E. T.

Nice, le 7 juin 1977.

...« Le nombre d'abonnés à la G.R. augmente-t-il ? Il me semble que l'essentiel, pour l'instant, est de développer le nombre des abonnements, donc des lecteurs de La Grande Relève. Que chaque vieux duboiniste fasse comme moi et le nombre d'abonnés sera multiplié par 6 ! »

R. G.

Breuillet, le 16 juin 1977.

...« J'ai reçu également La Grande Relève et trouve excellent d'avoir porté son action sur un seul sujet : l'inflation, ce qui permet de l'analyser et donne au journal beaucoup plus de poids ».

R. M.

Toulon, le 28 juin 1977.

« En régime capitaliste un travailleur n'est pas responsable de la perte de son emploi. Doit-il devenir indigent parce que le développement des techniques de production l'exclut du circuit de la distribution ? Ce système économique est inhumain et ne peut continuer à rejeter plus d'un million de chômeurs (près de quatre millions de consommateurs avec leurs familles !) du partage de la production. CHÔMEURS, exigez maintenant votre Revenu Social : A PERTE DU SALAIRE, INDEMNITE EGALE... et continue ! ».

R. C.

Nous avons reçu une lettre adressée à Jacques Duboin, mais signée illisible. La provenance est « Dahouët », 23-5-77. Que son auteur veuille bien nous donner son nom et son adresse afin que nous puissions lui répondre.

La Rédaction

ABONNEMENT A « LA GRANDE RELEVÉ »

C'est uniquement au Compte Chèque Postal LA GRANDE RELEVÉ - n° 13402.39 PARIS que devront être versés les abonnements et les dons pour la souscription permanente « Pour que vive « La Grande Relève » ».

Tarif des abonnements annuels

Abonnement de soutien	55,00 F
France	30,00 F
Etranger	35,00 F

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

Déjeuner gratuit et obligatoire

par R. JACOBS

Le Ministère de la Qualité de la Vie (mais oui !) a décidé par l'intermédiaire de la télévision de nous apprendre à vivre... mieux. Et il a commencé par le commencement de la journée : le petit déjeuner. Les Français ne savent pas déjeuner, c'est connu. Ils absorbent à la va-vite un liquide brûlant, parfois un sandwich, et les voilà parés pour la journée ! Pas étonnant que nos rivaux anglais et allemands — pour ne parler que des européens — nous dament le pion sur le plan de la productivité. Le Français bâille, le Français est victime du coup de barre de onze heures ! Etonnez-vous après cela que la balance des paiements soit déficitaire.

Donc la télévision nous enseigne ce que doit être un petit déjeuner véritablement reconstituant : des gâteaux, des œufs, voire de la viande, des tartines de beurre, confitures, fromage ou pâté. Bien entendu il faut se lever assez tôt pour préparer et déguster tranquillement ce vrai repas en famille.

Il n'y a qu'un seul ennui : ces messieurs ne nous disent pas comment des millions de Français réussiront à faire trois repas par jour alors qu'ils arrivent à peine à en payer deux ; et encore combien parmi eux se contentent à midi d'un repas sur le pouce avalé dans la poussière du chantier ou le vacarme d'une cantine ! On touche ici du doigt toute la duplicité de nos politiciens : de bonnes paroles tant que vous voudrez, mais quand il s'agit de passer aux actes, plus personne !

Eh bien, prenons-les au mot : c'est vrai que trop de travailleurs mangent mal, que trop d'entre eux partent au bureau ou à l'atelier le ventre creux. Or les fruits, les légumes, les céréales, la viande existent souvent en telle quantité qu'on cherche à l'écouler à l'étranger.

Tout beau, messieurs ! Je vous propose, moi, de les exporter A L'INTERIEUR : que ce qui est produit par les Français serve d'abord à rassasier les Français. Puisqu'il est démontré par les sommités médicales que le déjeuner est indispensable à la santé de tous, rendons-le obligatoire ; et comme tout ce qui est obligatoire doit être gratuit, instituons le déjeuner obligatoire et gratuit. Je gage que ni les salariés qui perdent leur emploi, ni les vieux habitués à se serrer la ceinture ne se plaindront de cet accès de « collectivisme » (comme dirait Chirac). Et les paysans auront enfin un débouché tout trouvé pour leurs excédents alimentaires. On pourra même acheter chez nos voisins espagnols et italiens. Car je vous le dis en confiance : vouloir vendre à l'étranger sans rien acheter, ce n'est pas seulement malhonnête, c'est tout simplement impossible.

Révolution mécanicienne et contre-révolution par M. DIEUDONNÉ

AU fur et à mesure que se développe le progrès technique, le travail des machines de plus en plus automatiques se substitue de plus en plus au travail des hommes. Comme le progrès est illimité et irréversible, il condamne irremédiablement l'emploi, le salaire en résultant, puis, en chaîne, tous les autres gains et, finalement, l'économie du gain... que nous croyions immortelle !..

On peut donc affirmer sans hésitation que la révolution mécanicienne est l'événement le plus important de tous les temps. Tellement important que tout ce qui lui est étranger est relativement insignifiant. Les partis politiques qui sont au pouvoir ou veulent y parvenir pour présider aux destinées de la Société, réagissent à ce sensationnel événement... en l'ignorant ! C'est incroyable, mais vrai.

En effet :

1°) Puisque l'économie du gain est destinée à disparaître, il serait sage de prévoir son remplacement par une économie sans gain, c'est-à-dire par l'économie distributive. Aucun parti ne s'en soucie.

2°) Il est vain de S'OPPOSER à l'implacable révolution mécanicienne, irréversible et illimitée, qui SUPPRIME L'EMPLOI. Pourtant, tous les partis s'y OPPOSENT en réclamant ou en promettant la CREATION D'EMPLOIS, manifestant ainsi une attitude contre-révolutionnaire, à l'encontre de la révolution mécanicienne.

3°) Cependant, tous les partis manifestent un aspect positif en la matière. Tous ont approximativement le même programme de réalisations sociales, qu'ils appliquent quand ils sont au gouvernement ou dans des municipalités. Tous sont d'accord pour distribuer des revenus sociaux (indemnités, allocations ou primes) à des millions de chômeurs, d'handicapés, de veuves, de personnes âgées, de mères célibataires. Tous sont ainsi placés, bien involontairement d'ailleurs, dans le sens de l'évolution, qui nous entraîne vers l'économie distributive, tellement nécessaire qu'elle s'implante dans la réalité par l'extension de la distribution de revenus sociaux dont on ne peut plus se passer.

Il n'y a plus de « droite » ni de « gauche »

Comme on le voit, dans leurs rapports avec la révolution mécanicienne, qui domine l'actualité et la destinée de l'humanité, tous les partis ont le même comportement. On se demande alors pourquoi il y en a tant ? En réalité, il n'y a plus de partis différents, il n'y a plus qu'un seul parti, et un seul syndicat, sous des appellations différentes, interchangeables tant toutes conviennent à tous. Citons :

— Le Parti Socialiste Unifié des conservateurs de l'emploi.

— Le Parti des Indépendants enchaînés au dividende des actionnaires de l'entreprise privée (chou vert).

— Le Parti Socialiste pour la défense de la rente des obligataires de l'entreprise nationalisée (vert chou).

— Le Parti Commun aux contre-révolutionnaires de la révolution mécanicienne (chou rouge).

— Le Parti des Réformateurs d'un monde réformé par le travail de plus en plus automatique des machines.

— Le Parti Radicalement Sourd à l'économie distributive, à laquelle il entrouvre aveuglément la porte par la distribution de revenus sociaux.

— Le Rassemblement Pour le Retardement de l'épanouissement de la société nouvelle.

— La Confédération Générale des Travailleurs et des Patrons conservateurs du salaire et du profit.

Le retard de la pensée

Le but de la forme humoristique de ces définitions n'est pas de nous distraire au détriment des partis et des syndicats, mais de mettre en relief leur retard sur la marche du monde.

Notre esprit a pris un retard considérable. Il n'est pas dans le présent et face à l'avenir. Il est resté dans le passé. Il s'attarde à l'époque où il n'y avait pas encore de machines pour se substituer au travail des hommes.

Puis la société du gain se dégrade sous les coups redoublés que le progrès technique lui assène sans désespérer, plus dure et même plus féroce devient la lutte économique, sociale, syndicale, politique, électorale pour d'éphémères améliorations ou adaptations, pour la prise du pouvoir par les uns ou par les autres, ce qui ne signifie pas grand chose, les uns ne pouvant faire mieux que les autres dans cette économie du gain, que personne ne veut abandonner à son implacable destin. Tout ce tintamarre des batailles fratricides est d'autant plus odieux qu'il est inutile. C'est se battre pour rien. C'est gaspiller une immense et précieuse énergie. C'est s'agiter en pure perte. Parce que nous ne sommes plus dans le coup.

Nous nous comportons comme si le progrès technique ne bouleversait pas le monde ancestral. Ce bouleversement ne nous plaît pas, c'est entendu, nous n'aimons pas le changement, surtout celui-là qui s'impose à nous, et d'une telle profondeur !.. Mais la révolution mécanicienne ne nous a pas demandé notre avis. Nous ne pouvons pas entraver sa course, illimitée et irréversible, de plus en plus rapide. Alors, nous ne pouvons plus nous sauver qu'en entrant résolument dans son jeu. Le lecteur qui commence à prendre connaissance de nos thèses qualifie l'économie distributive d'utopie, de FOLIE IRREALISABLE, mais l'éviction du travail humain de la production mécanique et automatique n'est-elle pas une FOLIE DEJA

REALISEE en partie ? C'est d'ailleurs pourquoi il y a de plus en plus de chômeurs et surtout de plus en plus de personnes occupées à des activités inutiles ou nuisibles. Si folie il y a, il faut hausser notre compréhension et notre but à hauteur de la folie.

Sortir du marécage de la médiocrité

C'est être médiocre de réclamer ou promettre de l'emploi, balayé par le progrès, au lieu de réaliser la libération économique de l'homme, en absorbant le chômage par la diminution de la durée du travail imparti à chacun, en supprimant le travail inutile ou nuisible. Ces mesures de raison ne sont possibles qu'en économie distributive.

C'est également faire preuve de médiocrité que de vouloir établir une impossible justice dans les impôts, alors que l'évolution pousse à la distribution d'un revenu social à tout le monde, ce qui rendrait l'impôt inutile en économie distributive. Cette perspective devrait réconcilier tous les contribuables, quelle que soit leur appartenance politique actuelle, puisque l'impôt ne plaît à personne.

Choisir la meilleure solution

Le socialisme de type nordique ou marxiste, avec leurs salaires dépassés par la marche du monde, sont des projets déjà enterrés au cimetière de l'histoire, où il serait sage de les laisser reposer dans la paix de l'éternité.

La révolution préconisée par les méchants loups du « gauchisme » n'est plus que bêlement d'agneau relativement à la grandiose révolution mécanicienne en cours, qui chasse l'homme de l'activité utile et nous impose l'économie du revenu social, ou,

à défaut, l'expansion de l'immense activité inutile ou nuisible, la préparation à la guerre, (cent millions d'emplois dans le monde), et finalement le paroxysme de la confusion. Nous évoluons à la fois vers l'apocalypse de l'effondrement par la suppression de l'emploi utile, et vers l'apothéose de l'économie distributive par la distribution des revenus sociaux. Si nous ne choisissons et ne réalisons pas maintenant la meilleure de ces deux possibilités, nous subirons la plus mauvaise. Ne pas maîtriser les événements, c'est se laisser maîtriser et emporter par eux. L'on sait qu'ils se déroulent de plus en plus rapidement...

Le chaos économique et social ; la confusion qui règne dans les esprits ; la multiplication des syndicats, des partis, des organisations de défense d'intérêts catégoriels ; toutes sortes de difficultés imbriquées les unes dans les autres, insolubles dans l'état présent des choses, et la division des hommes entre eux, sont provoqués et aggravés par la nécessité faite à tous les êtres humains de gagner de l'argent pour vivre, ce qui devient de plus en plus infernal au fur et à mesure que le progrès élimine l'emploi utile. Mais élevons notre pensée à ce niveau de l'évolution, et nous verrons la réconciliation s'effectuer entre tous les membres de la société.

Dans notre monde d'inconscience, d'ignorance et de folie, il n'y a d'espérance que dans le flambeau légué par Jacques Duboin à ses disciples. Nous sommes isolés, traités d'utopistes, d'illuminés, voire d'Incas (sic). Qu'importe ! Serrons les rangs de nos maigres effectifs au milieu de la meute, afin de faciliter, suivant nos possibilités, la venue de la société nouvelle qui veut naître.

(Extrait d'un ouvrage en préparation).

APPEL

La place nous manque, dans ce numéro, pour publier à nouveau l'appel au regroupement, au sein du M.F.A.S.D., de tous ceux qui sont prêts à répandre les thèses que nous défendons.

Mais le texte de cet appel, qui comporte le résumé succinct de ces thèses et que nous avons publié plusieurs fois, est disponible, au Siège, pour tous ceux qui voudraient le diffuser.

Ouvrages publiés par J. Duboin

• Mme Euvrard, veuve Duboin, vous enverra ces livres encore disponibles sur demande adressée 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet, accompagnée des seuls frais d'envoi (environ 5 F par volume).

Elle vous remercie, en retour, de contribuer à la souscription « Pour que vive " La Grande Relève " ».

encore disponibles :

1937	LIBERATION.
1940	DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE
1944	RARETE ET ABONDANCE.
1946	L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE (réponse aux objections).
1961	POURQUOI MANQUONS-NOUS DE CREDITS ?

Chaque mois, le journal « LA GRANDE RELEVE » vous apporte une analyse originale de l'actualité économique, de nouveaux arguments, des chiffres, des compléments d'information. Lisez et faites lire : LA GRANDE RELEVE des Hommes par la Science. 88, bd Carnot, 78110 LE VESINET.

Spécimens gratuits sur demande (joindre un timbre).

Abonnement annuel : 30 F
C.C.P. 13.402-39 Paris